

La grève générale du 29 janvier en Belgique

Après la grève du Borinage de février 1959, après la grève du 29 juin dernier, la classe ouvrière belge vient de donner à nouveau la preuve d'une combativité étonnante, le 29 janvier, en répondant à l'appel à la grève générale lancé par la centrale syndicale socialiste F.G.T.

Il y a un an, en pleine récession, les dirigeants de cette même centrale n'avaient pas osé étendre à d'autres secteurs industriels la grève des mineurs borains, dirigée contre les fermetures de charbonnages et le chômage. Même les dirigeants de l'aile gauche syndicale (Renard) avaient hésité à lancer leurs forces dans la bataille, trahissant ainsi objectivement la magnifique lutte des Borains.

L'aile gauche syndicale essaya de se racheter et de reprendre en main les couches les plus avancées du prolétariat en organisant la grève d'une demi-journée du 29 juin, qui obtint un grand succès à Liège et en Wallonie en général, mais fut sabotée par l'aile droite syndicale en Flandre.

Depuis lors, la récession a cessé mais le chômage continue à sévir : 300.000 chômeurs sur quelque 2.500.000 salariés, cela représente un pourcentage très élevé en dehors d'une période de récession. En fait, la production industrielle est redevenue l'égal de ce qu'elle était avant la récession, dans les secteurs décisifs de l'économie belge ; mais, grâce à la productivité accrue et aux réorganisations effectuées, cette production est atteinte à présent avec 100.000 travailleurs en moins !

Face à cette situation, la F.G.T. et le P.S. belge réclament une planification des investissements et certaines nationalisations. Mais les thèmes de la grève du 29 janvier n'étaient pas principalement ceux-là.

En 1955 avait eu lieu une conférence économique et sociale groupant patronat, syndicats et gouvernement. Un accord prévoyait une nouvelle conférence de ce type en 1959, qui aurait examiné les progrès de la productivité et décidé une répartition nouvelle, entre travailleurs et employeurs, des bénéfices supplémentaires acquis grâce à ces progrès. Le patronat, peu désireux de faire de nouvelles concessions, refusa le contact ; l'action syndicale, dès lors, allait viser à l'exiger.

Syndicats chrétiens (C.S.C.) et socialistes (F.G.T.) sont presque d'accord sur les revendications actuelles, et la pression des militants de base en faveur de l'unité d'action syndicale a été très forte au congrès de janvier de la C.S.C. Les syndicats chrétiens n'ont cependant pas appuyé la grève du 29 janvier et leurs dirigeants déclarèrent qu'il s'agissait d'une grève politique dirigée contre le gouvernement de coalition social-chrétien-libéral.

La F.G.T., forte de ses 700.000 membres, donna donc seule le préavis de grève générale pour le salaire hebdomadaire garanti, le double pécule de vacances, l'augmentation de l'allocation de chômage, le salaire horaire minimum de 25 francs (belges) d'une part, contre les fermetures d'usines et pour la création de 100.000 emplois nouveaux d'autre part. Enfin, la grève s'opposait à un plan du gouvernement qui réduirait sensiblement les avantages de l'assurance maladie-invalidité.

La grève remporta un succès qui dépasse nettement ce qu'en attendaient ses organisateurs. Certains de ceux-ci, l'aile droite syndicale, avaient envisagé de n'organiser qu'une grève d'une heure dans les régions flamandes notamment, mais finalement s'étaient alignés sur le mot d'ordre de 24 heures de grève.

Totale à Liège et dans les centres industriels du Hainaut, la grève toucha 75 % des travailleurs à Bruxelles et Anvers, et 50 % à Gand où la C.S.C. est pourtant dominante. Les trains ne circulèrent pas dans les provinces de Liège et du Hainaut et furent irréguliers ailleurs ; il n'y eut pas de

tramways ni d'autobus à Liège et peu à Bruxelles et Anvers.

Dans ces deux dernières villes eurent lieu deux manifestations de grande ampleur : cortèges de grévistes conduits par les leaders de la F.G.T., du P.S. et du P.C. Ces deux manifestations permirent d'apprécier le haut niveau de conscience de classe de milliers de travailleurs dont la combativité se manifesta par des bris de vitrines de grands magasins à Bruxelles et de sérieuses bagarres avec la police à Anvers, qui firent plus de dix blessés.

Si le succès de cette grève générale a déjà donné à réfléchir à certains secteurs patronaux (hausse des salaires les plus bas des ouvrières de la F.N. à Herstal-lez-Liège, dans plusieurs entreprises importantes du secteur de l'alimentation, etc.), les organisations patronales n'ont cependant pas encore accepté d'ouvrir les négociations générales ; aussi, le 6 février, à la radio, le leader syndical Renard dit-il clairement que cette grève n'était qu'un avertissement et serait suivie d'autres actions si le patronat continuait à refuser le contact.

Nul doute que les droitiers eux-mêmes de la F.G.T., surpris du succès de leur mouvement, n'adoptent un langage semblable et préparent peut-être même une nouvelle action.



Les problèmes de l'économie belge : chômage important, production industrielle pas assez diversifiée, investissements très insuffisants, poids énorme de la distribution et parasitisme très lourd de la petite bourgeoisie de ce secteur, sont loin d'être résolus. Ils sont exacerbés au contraire par l'entrée dans le Marché commun. Sous l'impulsion de son aile gauche, le mouvement ouvrier socialiste (F.G.T. et P.S.) a adopté un programme économique qui donne des solutions correctes. La grève du 29 janvier, dont les buts n'étaient pas principalement les réformes de structure mais des revendications immédiates de caractère social, aura contribué à renforcer les tendances les plus décidées à lutter pour de profondes réformes économiques.

Et surtout, l'éclatant succès de cette grève générale aura augmenté sensiblement à travers tout le pays la conscience que la classe ouvrière belge a de sa force et de sa cohésion. L'année 1960 a bien commencé pour elle.

Philippe VAN DAMME.

QUATRIEME INTERNATIONALE AU SOMMAIRE

Editorial :

La nouvelle situation internationale.

Notes éditoriales :

G. Bergel — Bad Godesberg : Une victoire des liquidateurs.

Philippe Van Damme : La révolution coloniale au Congo « belge » et au Rwanda-Urundi.

M. Pablo : L'Inde et la Chine. — A propos des incidents frontaliers sino-indiens.

Rado : Les rapports de l'Eglise catholique avec l'Etat italien.

Rosa Luxemburg : Les tâches de la démocratie socialiste internationale.

E. Germain : Le marxisme vu par des économistes bourgeois.

Le numéro de 88 pages : 2,50 NF

Commandes à C.C.P. Frank 12.648-46 Paris
64, rue de Richelieu